

# L'Humanité *rouge*

Proétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

0,50 F

Adresse : B.P. 365  
75064 Paris Cedex 02  
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES  
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

No 9  
Nouvelle série  
(No 267)  
jeudi 15 mai 1975

## TENG SIAO-PING: SANS L'INDEPENDANCE NATIONALE le peuple n'aura rien

PARIS, LE 14 MAI (D'APRES L'AGENCE CHINE NOUVELLE)

Le mardi 13 mai Teng Siao-ping et Valéry Giscard d'Estaing ont eu un entretien amical à la présidence de la République. Les deux côtés ont procédé à un large échange de vues sur les problèmes internationaux importants. La veille au soir le premier ministre Chirac avait offert un dîner en l'honneur du vice premier ministre chinois. Au cours de ce banquet qui s'est déroulé dans une atmosphère chaleureuse et amicale Jacques Chirac et Teng Siao-ping ont prononcé une allocution.

JACQUES CHIRAC :

« Ne céder à quiconque le soin de décider de nos affaires »

Après avoir souligné le caractère excellent des relations franco-chinoises, le premier ministre Jacques Chirac a ajouté :

« Je vois dans ce remarquable développement de nos amicales relations la manifestation de traits de caractère communs à nos deux peuples, le résultat d'une analyse parallèle de l'évolution du monde contemporain après de douloureuses expériences.

« Un trait de caractère commun, qui est, à nos yeux, une qualité essentielle d'un peuple, c'est notre mutuel attachement à l'indépendance nationale. A travers une longue histoire faite aussi bien de revers et d'amertumes que de victoires, nos deux pays ont acquis très tôt leur pleine maturité. Ils sont héritiers de très anciennes cultures et ils sont fiers de leur passé. Tous les deux ont le légitime souci de maintenir leur originalité dans la vie internationale. Ils savent qu'ils ne doivent céder à quiconque, quelle que soit sa puissance, le soin de décider de leurs affaires. De là notre vigilance pour tout ce qui touche à notre défense nationale. Mais nous savons aussi que cette volonté d'indépendance, c'est-à-dire la volonté de maintenir sa propre capacité de décision, n'exclut pas le souci de concertation et de coopération internationale, valeurs auxquelles nous sommes les uns et les autres attachés.

« La France a suivi avec attention la renaissance progressive, mais éclatante, de la Chine moderne. Elle a noté avec sympathie que la Chine s'était libérée par l'élan du peuple chinois sans rien devoir à l'action de forces extérieures. Il en a été de même de votre révolution, longuement et patiemment préparée dans les luttes pour l'indépendance. Cette fin de siècle est le siècle d'une Chine qui a repris la maîtrise de son destin. Nous comprenons la très grande signification de cet événement. Le monde ne peut plus être comme il a été, depuis que la Chine a pris le visage et acquis la force qu'elle nous montre aujourd'hui. »

Le premier ministre a ensuite souligné que « la France œuvre avec conviction et tenacité pour la construction de l'Europe » et a remercié la Chine pour sa sympathie « sans équivoque » pour la gestation de l'Europe nouvelle.

TENG SIAO-PING :

« Sans l'indépendance nationale le peuple n'aura rien. »

Parlant après Jacques Chirac, le vice-premier ministre Teng Siao-ping s'est également félicité des excellentes relations franco-chinoises et de leurs perspectives de développement qui inspirent la confiance car, a-t-il dit, « la Chine et la France persistent toutes deux à défendre et à maintenir sans défaillance leur indépendance, et elles ne permettent pas à autrui de leur dicter la loi et de les malmenar à plaisir. »

Traitant ensuite de l'excellente situation internationale Teng Siao-ping a souligné que « de nombreux faits prouvent qu'un petit pays persévérant dans sa juste lutte est à même de vaincre une superpuissance qui le soumet à l'agression et aux vexations », il a ajouté :

« Nous ne pouvons perdre de vue que notre globe est loin d'être tranquille. Les superpuissances se disputent, par mille et un moyens, en vue de l'hégémonie mondiale, elles poursuivent avec un acharnement redoublé leur rivalité notamment en Europe, si bien que les facteurs de la guerre augmentent sans cesse. Voilà qui attire l'attention d'un nombre croissant de gens. De plus, on sait bien d'où vient principalement la menace de guerre à laquelle s'exposent l'Europe et le monde. Les peuples européens qui ont connu deux guerres mondiales veulent la paix et la sécurité, cela, le peuple chinois le comprend parfaitement. Pour notre part, nous voulons aussi une conjoncture internationale relativement favorable en vue de poursuivre notre œuvre de l'édification. Or, l'arbre préfère le calme, mais le vent continue de souffler ; les choses évoluent souvent indépendamment de la volonté de l'homme. Tout en œuvrant pour une meilleure conjoncture internationale, nous devons prévoir suffisamment l'éventualité d'un changement brusque de la situation et y être préparés effectivement ; c'est ainsi seulement que nous serons invulnérables. »

Le vice-premier ministre Teng Siao-ping a poursuivi :

« Le peuple français est un grand peuple aux glorieuses traditions. Au cours de ce siècle, il a mené une lutte de résistance héroïque et inflexible à l'agression étrangère. Il sait pertinemment que sans l'indépendance nationale, le peuple n'aura rien. A présent, le peuple français, qui ne cède pas à la pression venue de l'extérieur, poursuit ses efforts en vue de la sauvegarde de l'indépendance nationale, nous sommes heureux de constater que le gouvernement français s'en tient à la politique d'indépendance, renforce la défense indépendante et préconise l'union de l'Europe occidentale. Nous apprécions pleinement votre position et vous souhaitons de nouveaux succès dans la cause du maintien de l'indépendance nationale et du renforcement de l'union de l'Europe occidentale. »

GRANDE SOIRÉE D'AMITIÉ FRANCO-CHINOISE  
Jeudi 15 mai 1975, à 20 h 30  
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
15, avenue Montaigne, PARIS-8e - Métro : Alma-Marceau  
Organisée par :  
L'ASSOCIATION DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES

## DEPECHEES

### BAGDAD

La fédération des juristes arabes a appelé à accorder une aide morale et matérielle à la révolution palestinienne en vue de libérer la Palestine. Dans une résolution, elle a condamné les Etats-Unis pour leur conspiration visant à liquider la cause palestinienne et sa menace d'occuper les ressources pétrolières arabes. Elle a invité toutes les organisations des juristes dans le monde à intervenir pour protéger les arabes détenus dans les prisons sionistes.

### GENEVE

La 3ème session de la 3ème conférence des Nations Unies sur le droit de la mer s'est terminée à Genève. Lors de cette session de huit semaines, les représentants des pays du tiers monde ont lancé une fois de plus de puissantes attaques contre l'hégémonisme maritime des deux superpuissances, apportant la preuve du rôle de plus en plus important que joue le tiers monde dans les affaires internationales.

Cependant, et en raison de l'obstruction des deux superpuissances, cette session n'a pu parvenir à un accord sur des questions essentielles.

### NOUAKCHOTT

La capitale de la Mauritanie située dans le désert ne reçoit que 100 mm d'eau par an : pour l'approvisionnement en légumes on comptait sur l'importation et sur les autres villes du pays. Les choses ont changé à partir de 1965, l'administration municipale de Nouakchott a décidé de se servir des eaux résiduelles de la ville pour cultiver les légumes dans la banlieue. pendant la bonne saison, les champs maraichers peuvent couvrir la moitié des besoins en légumes de Nouakchott. L'accomplissement en 1974 des travaux de l'alimentation en eau d'Idini-Nouakchott a créé des conditions encore plus favorables. Le gouvernement mauritanien est prêt à élargir la superficie de ces champs en vue de produire plus de légumes pour approvisionner les marchés.

C'est un nouveau point allant dans le sens de l'indépendance économique et du bien être du peuple.

## Nouvelle manoeuvre soviétique à la conférence de Vienne

La délégation soviétique vient de faire une nouvelle proposition pour la réduction des forces militaires en Europe centrale à la conférence de Vienne. «Nouvelle proposition, subterfuge éculé», ainsi titre le «Quotidien du Peuple» qui analyse dans un long article le sens de cette nouvelle manoeuvre et les buts poursuivis par l'expansionnisme russe à la conférence. Cet article indique notamment :

«La proposition prévoit que dans la première partie de 1975, l'Union soviétique et les Etats-Unis auront réduit leurs forces de 10 000 hommes, que dans la seconde partie de 1975, l'Allemagne de l'ouest et la Pologne auront réduit les leurs de 5 000 hommes, et les pays du pacte de Varsovie et ceux de l'Otan, de 5 000 chacun. L'année suivante, chaque participant diminuera ses forces armées de 5 %, l'Union soviétique et les Etats-Unis devant procéder à cette réduction au cours du premier semestre de l'année et les autres pays au cours du second semestre. Quant à 1977, le plan suggère une réduction de 10 % effectuée simultanément par chaque participant. De telles réductions de forces en nombre et en pourcentage égaux ne constituent, bien sûr, rien de nouveau pour les Etats-Unis et les pays ouest-européens.

«La conférence sur la réduction des forces en Europe centrale est un produit de l'intense rivalité que se livrent en Europe les deux superpuissances, Union

soviétique et Etats-Unis. Depuis son ouverture il y a un an et demi, la conférence a dû être suspendue à de nombreuses reprises, ses sessions ont été le théâtre de querelles interminables : aucun progrès n'y a été enregistré. La cause fondamentale de cette situation est que chaque côté met à profit le «désarmement» pour affaiblir au maximum son adversaire. Actuellement, les soviétiques jouissent d'une immense supériorité militaire en Europe centrale. Soucieux de ne pas se laisser surpasser, les Etats-Unis se sont fermement déclarés, à la conférence de Vienne, en faveur du principe d'un désarmement «équilibré». Ils ont donc demandé que les forces armées des deux côtés soient réduites de sorte à atteindre en fin de compte une égalité numérique. Autrement dit, la réduction effectuée par le côté soviétique devrait être plus importante que celle du côté occidental pour qu'il y ait équilibre. Or, les soviétiques considèrent leur supériorité militaire en Europe centrale comme trop vitale pour accepter de l'abandonner. S'ils se sont accrochés avec une telle obstination au principe de la réduction en nombre et en pourcentage égaux, c'est dans le seul but de rester eux-mêmes dans la position la plus avantageuse et de placer leurs adversaires dans une position la plus faible. Les propositions soviétiques faites à la conférence de Vienne ont pu différer quant à la forme, mais

leur substance n'a en rien changé...

«Maintenant qu'ils ont rétabli leur supériorité militaire, les révisionnistes soviétiques commencent à accentuer leurs menaces contre les pays européens. Des manoeuvres militaires se déroulent régulièrement qui prennent l'ouest comme objectif...

«... L'Europe est, pour l'Union soviétique, un point clé de la rivalité pour s'assurer l'hégémonie mondiale. Tous les efforts soviétiques, allant des déploiements de forces jusqu'aux beaux discours sur le «désarmement» et la «paix», n'ont été déployés que dans la recherche du même sinistre but : la domination de l'Europe et du monde entier.»

Mais les belles phrases sur la «détente» le «désarmement» et la «paix» prennent de moins en moins dans tous les pays européens ; beaucoup mesurent le formidable accroissement de l'armée soviétique et ses préparatifs de guerre. C'est un courant d'opinion qu'il nous faut amplifier et renforcer.

## JAPON

### 2 millions de grévistes

La grève des travailleurs des transports japonais, commencée le 7 mai, fait tâche d'huile dans tout le pays, engageant aujourd'hui deux millions de personnes. Les grévistes exigent des augmentations de salaires et protestent contre les mesures de répression prises par les autorités.

La grève des 280 000 cheminots de la compagnie nationale des chemins de fer est entrée dans son troisième jour. Quelque 200 000 travailleurs en grève appartenant à plus de 200 compagnies de chemin de fer privées ont interrompu le trafic sur les deux tiers de toutes les voies ferrées privées du pays. Les travailleurs des chemins de fer, du métro et des autobus à Tokyo, Osaka, Yokohama et dans 36 autres villes ont déclenché aujourd'hui à midi une grève de 12 heures. Les conducteurs de taxis et de camions des compagnies privées se sont mis eux aussi en grève, soit pour 24 heures, soit pour 12 heures. A Tokyo, 3 400 taxis ont cessé toute activité. Les grèves coordonnées à l'échelle des divers services de transport ont paralysé l'ensemble du trafic et des transports du pays.

Avec les cheminots en grève, 55 000 travailleurs des postes, des fonctionnaires, des infirmières et ouvriers des entreprises nationales sont entrés dans la lutte.



Le camarade Teng Siao-ping rencontre le 1er Mai le chargé d'affaires de la République du Sud-Vietnam pour lui remettre le message de félicitations du président Mao et des autres dirigeants chinois aux dirigeants vietnamiens.

### LA THEORIE DES TROIS MONDES

Pour comprendre la situation internationale à l'occasion du voyage en France du vice-premier ministre chinois

Intervention de Teng Siao-Ping, chef de la délégation de la République Populaire de Chine à la session extraordinaire de l'Assemblée Générale de l'O.N.U (10 avril 1974)

Editions en langues étrangères Pékin

## ENSEIGNANTS

à propos de la  
"grève" du 15 mai

Les révisionnistes nous ont programmé une «grève» pour le 15 mai. Au mois de mai chaque année, on lâche un peu de vapeur. Ça ne marche guère en général car pour lancer un mouvement, ils ne demandent jamais l'avis réel de la base. Mais cela leur permet à la rentrée d'après de justifier leur capitulation totale face aux mesures scélérates prises par le ministre de l'Éducation quelques jours auparavant alors qu'on est encore en vacances ! Où en est-on ?

La lutte des élèves, des professeurs, des agents de service, des parents d'élèves a contraint Giscard à reporter à un peu plus tard le projet de son ministre Haby.

Cette «loi» n'a jamais été nécessaire pour organiser le chômage ni en 73, ni en 74, ni bientôt en 75. Il suffit d'appliquer les vieux textes des précédents et éphémères ministres de l'Éducation et d'ajouter quelque circulaire ou décret de dernière minute pour les aggraver ! Messieurs les révisionnistes «oubliés» toujours ce petit détail !

On négocie - pardon ils négocient! - depuis des mois, et même depuis 1968 et ils n'ont jamais obtenu que quelques miettes, quelques titularisations d'auxiliaires ; rien ou presque sur les conditions de travail ! De plus en plus furieux de voir des profs très sceptiques sur leur efficacité, y compris des membres de leurs cellules, les révisionnistes en sont réduits à une grève supplémentaire, et à faire courir le bruit mensonger que cette fois-ci ça y est, on va avoir pas mal de titularisations.

D'après les calculs de syndicalistes honnêtes, Haby titulariserait au maximum 10 000 auxiliaires. Or Haby avoue qu'il y a en 75, 48 880 auxiliaires !! Les révisionnistes n'aiment pas ce petit calcul !

Pour eux, nous n'avons pas raison de nous plaindre car le projet Haby a été renvoyé à la session parlementaire de l'automne.

Les révisionnistes se saisissent des revendications prioritaires, dénaturent leur contenu anticapitaliste et s'en servent pour leurs intérêts : faire croire aux masses populaires que le seul salut réside dans leur venue au pouvoir ce qui leur permettrait de maintenir le système capitaliste et de servir d'autant mieux qu'ils seraient au pouvoir les intérêts du social-impérialisme russe comme leurs collègues du Portugal tentent de le faire.

Ils cherchent la caution des travailleurs, mais ils ne veulent pas qu'ils se mobilisent réellement, car cela les empêcherait de poursuivre leur but réactionnaire ; c'est pourquoi ils lancent des «actions» bidons qu'ils peuvent contrôler de A jusqu'à Z.

## QUE FAIRE ?

- Démasquer la manœuvre de faux repli de Haby ou de celui qui lui succèdera après «usure» pour le capital.

- Combattre la «traîtrise» d'unité et action (SNES), courroie de transmission du programme commun.

- Critiquer «l'inaction» des socialistes de la FEN et du SNI.

- Expliquer les idées marxistes-léninistes.

- Appeler tous les enseignants à se battre unis à la base pour obtenir satisfaction à leurs légitimes revendications. Pour décider démocratiquement, en Assemblées Générales des formes de lutte. Pour imposer :

*Pas un seul licenciement !*

*Titularisation immédiate des auxiliaires !*

*25 élèves par classe !*

*Refus collectif des heures supplémentaires !*

## MONTPELLIER

répression policière  
agression social-fasciste

Le vendredi 9 les syndicats CGT-CFDT-FO-CFTC-FEN et UNEF-PeC» avaient appelé à une manifestation contre la répression policière (des grévistes EDF s'étaient fait tirer dessus alors qu'ils coupaient le courant à la préfecture).

Or le matin de la manifestation l'UNEF-PeC» avait attaqué dans un tract les étudiants de psychologie de l'université Paul Valéry qui avaient occupé leur centre administratif et séquestré le conseil d'administration pour lutter contre le numérisé clausus et contre la suppression du troisième cycle à Montpellier. Prétendant le fait que quelques anarchistes avaient brûlé des documents au bâtiment administratif l'UNEF-PeC» a fait un amalgame crapuleux : (une partie de ces tracts a été brûlée par des étudiants !), *Gauchistes-fascistes ! Les étudiants en lutte font le jeu du pouvoir !* et cela se terminait ainsi : *halte à la violence !*

«Halte à la violence» de la police qui avait matraqué et emprisonné les étudiants en lutte ? Que non ! «Halte à la violence» des étudiants en lutte ! Pire encore, le délégué UNEF-PeC» se proposait d'aller porter plainte contre les étudiants auprès de la justice bourgeoise !

Devant ces faits les militants marxistes-léninistes ont décidé de diffuser un tract à la manifestation syndicale pour dénoncer l'UNEF-PeC» qui attaque le bourgeois giscardien pour mieux se servir de l'appareil répressif de l'État des monopoles.

Mais alors que les militants distribuaient ces tracts les bonzes CGT-CFDT-PeC», UNEF, UE«C» se sont lancés avec hystérie contre les militants des CDHR pour leur arracher les tracts et les menacer physiquement.

Pour les quelques militants\* de base des syndicats la leçon a été claire : des gens qui agressent des militants révolutionnaires, les dénoncent à la police ont-ils le droit de manifester contre la répression policière ? Les militants ont expliqué aux gens qui s'atroupaient que ce n'était là qu'un échantillon de ce qu'ils sont capables de faire et qu'il faudrait tout faire

pour les empêcher d'accéder au pouvoir d'État : la répression révisionniste est une répression fasciste !

On comprend mieux pourquoi ils jouent les durs en attaquant sans arrêt le pouvoir giscardien : c'est pour récupérer le pouvoir bourgeois, lui donner des airs «socialistes» pour écraser la classe ouvrière et surtout mettre notre pays sous la coupe de l'impérialisme russe !

Halte à la répression policière !

Non au social-fascisme !

Soutien à la lutte des étudiants

de psychologie !

Interdisons l'UNEF-UE«C» dans nos facultés !

Correspondant H.R.  
Montpellier.

\* Il y avait très peu de monde à la manifestation : 2 00 personnes, principalement des bonzes révisionnistes et réformistes.

UN CAMARADE  
NOUS ECRIT

*Je tiens à noter le caractère très positif des souscriptions de masse (à la porte des usines, sur les marchés...) : tous les camarades soulignent le fait que, bien souvent, des gens même qui n'achètent pas le journal soutiennent celui-ci. Les sommes recueillies n'atteignent certes pas des totaux sensationnels, mais ce qui est enthousiasmant, c'est le nombre de dons modestes faits par des vieux travailleurs, des ménagères, de membres des couches populaires qui, toujours, nous assurent de leur sympathie et de leur soutien. Ceci est à relier à l'intérêt que suscitent par exemple les mots d'ordre lancés lors des ventes militantes (il y a des gens qui restent à l'écart, mais qui restent à écouter). Autant de faits, autant de signes de l'écho que la ligne exprimée dans le journal rencontre au sein du peuple ; c'est très enthousiasmant pour nous.*

*Je vous adresse, chers camarades, mon salut communiste.*

## CAMARADES, LECTEURS ET DIFFUSEURS

L'édition bi-mensuelle de «l'Humanité rouge» cessera d'être publiée avec le numéro sortant cette semaine.

L'acheminement de nos éditions en province n'est pas encore au point. Aussi allons-nous essayer de publier chaque semaine un numéro d'au moins huit pages susceptible d'être diffusé à la place du bi-mensuel.

Nous avons décidé cette mesure plus tôt que prévu, puisque selon nos plans elle n'était projetée qu'à la fin juin.

Le sabotage révisionniste de la distribution commerciale est une sérieuse réalité, qui s'effectue par des moyens divers, notamment le chantage sur les kiosques. Il avait pour conséquence le déficit de cette édition de plus en plus lourd, en dépit des efforts soutenus par nos camarades sur le plan de la diffusion militante.

Désormais par conséquent notre lutte concernera le seul quotidien.

Nous l'avons déjà expliqué : il s'agit d'une lutte historique très difficile et d'une grande portée.

Dès la semaine prochaine nous publierons une telle édition, datée du jeudi.

Mais peut-être nos diffuseurs pourraient-ils essayer une formule de vente de tous les numéros quotidiens de la semaine rassemblés avec le numéro de 8 pages, lui-même quotidien ? Le décalage de l'actualité ne nuit pas au contenu de fond de nos articles.

Par ailleurs, notre administration est temporairement débordée. De nouvelles mesures sont prises pour faire face aux obligations accrues auxquelles elle doit faire face, en particulier pour l'enregistrement et le service des abonnements.

En fait, c'est une excellente situation qui tient à une rentrée d'abonnements supérieure à celle qui avait été prévue à l'origine.

Un point sombre demeure : la souscription. Pour atteindre l'objectif des 20 millions au 1er juillet, il faut collecter en moyenne de 3 000 francs par jour. Une légère amélioration des résultats vient de se faire sentir. Mais la bataille reste incertaine et difficile. Nous avons l'intention de reprendre la publication des listes de souscription dans le numéro de 8 pages chaque semaine.

Nous ne rattraperons pas l'arriéré non publié, ce serait trop long, mais nous nous tenons à la disposition de tout souscripteur pour lui confirmer la bonne réception de son versement qui n'a pas été publié. Qu'il nous écrive s'il le juge nécessaire.

Nous savons qu'en nombre d'endroits le plein des possibilités de collecte est loin d'avoir été atteint. Par contre ailleurs, des camarades ont réalisé de véritables exploits, en s'adressant aux masses notamment.

Aussi appelons-nous solennellement tous nos militants et amis sans exception à prendre conscience, dans certains cas, de l'insuffisance de leurs efforts et à se mettre de suite à l'ouvrage. Oui, il faut collecter 3 000,00 F par jour d'ici le 1er juillet ! C'est là une tâche réalisable, si chaque organisme, chaque militant s'y attache avec conviction, ardeur et enthousiasme. C'est une bataille idéologique, dans laquelle la confiance et le courage du prolétariat et des masses populaires peuvent l'emporter.

Persévérons dans la lutte, amis et camarades, nous vaincrons.

Le 13/5 au matin le montant de la souscription s'élevait à 83447,67 F.  
Du 10/5 au 13/5, 8494,60 F de souscription ont été reçus.  
Le montant de la collecte effectuée dimanche au meeting de la Mutualité a été de 2836,90F



## BLANCHISSERIE DE GRENELLE (Issy-les-Moulineaux)

Suite aux réponses négatives de la direction à leurs revendications, les employés du service de livraison de la Blanchisserie de Grenelle s'étaient mis en grève.

Après avoir trainé pour l'extension à toute l'usine, les délégués CGT appelant à l'occupation de l'usine sur un cahier de revendications jamais discuté avec les travailleurs !

L'ensemble des ouvriers s'est mis en grève pour deux raisons :  
- La direction ayant imposé le lock-out, les travailleurs ne seraient plus payés à partir de ce jour.  
- Mécontentement au sujet des positions de la direction.

Cinq jours plus tard, suite aux négociations entre direction et délégués du personnel, la grève a pris fin.

Pendant toute la grève, les délégués faisaient la sourde oreille aux revendications particulières de certains ateliers. Ils refusèrent catégoriquement de mettre en place un comité de grève, proposé par l'un d'entre eux, se déclarant élus une fois pour toutes en tant que représentants des travailleurs. De même pour un comité de soutien, les délégués ne voulant aucune aide extérieure. Ils évitèrent soigneusement de faire participer les grévistes aux délégations faites aux autres entreprises de la ville, ils veulent tout décider et tout contrôler.

Un tract du P«C»F a été diffusé pour montrer ce parti comme défenseur des travailleurs et présenter le Programme commun comme solution aux problèmes des grévistes.

La première fois où l'Humanité-Blanche a parlé de la grève, c'est pour dire que le P«C»F y avait fait trois adhésions !

Le député révisionniste du coin, Duclonnet, est venu vendre sa marchandise de démobilitation et de collaboration de classe en parlant de ses

interventions auprès de l'inspection et du ministère du Travail.

Les responsables révisionnistes ont inscrit d'office à leur parti certains travailleurs abusés en leur présentant des cartes d'adhésion déjà toutes remplies !

En 1971 la CGT avait fait faire 15 jours de grève pour une augmentation de un centime de l'heure !

Soyons à l'offensive pour éclairer les travailleurs sur la véritable nature des révisionnistes.

Imposons la démocratie prolétarienne à la base et dans l'action.

Ne laissons pas les révisionnistes du P«C»F utiliser le mécontentement des travailleurs pour essayer d'accéder au pouvoir et gérer le capitalisme au profit du social-impérialisme de leurs maîtres de Moscou.

Un lecteur d'H.R.

## NOUVELLES D'ALSACE

Les créations d'emploi en Alsace sont très rares. Quand il y en a une en perspective les journaux l'annoncent trois ans à l'avance. Ainsi la General Motors aurait-elle l'intention de «créer» 400 emplois nouveaux en trois ans. D'une part les journaux ne disent pas qu'en quelques mois 500 emplois y ont été supprimés dans l'usine fabriquant des boîtes de vitesse. D'autre part ces journaux ne prévoient-ils pas en 1967 que l'usine créerait 3 000 emplois ?... alors qu'actuellement il n'y a que 800 travailleurs à la G.M. De la même façon une «nouvelle zone industrielle», à la Meinau à Strasbourg, aboutirait à la création

de 400 à 500 emplois d'ici la fin de l'année.

La seule création d'emploi effective est à Mulhouse où Revue France, filiale du groupe Quelle (RFA), a créé... 35 emplois !

Les organismes patronaux, tout en parlant d'un certain espoir de relance pour endormir les travailleurs, déclarent que «nombreuses sont les entreprises qui ont encore des effectifs supérieurs aux besoins de la conjoncture». En clair cela signifie qu'il va encore y avoir des licenciements. Pour la rentrée prochaine le nombre de pré-apprentis pourrait bien diminuer. Les jeunes de 16 à 20 ans ayant achevé leur scolarité en juin 74 et n'ayant pas encore de travail sont nombreux. Pour eux des stages de formation sont prévus à partir du début de ce mois : ils toucheront une rémunération égale à 320 F par mois ! Comment vivre avec une telle somme ?

Pour le bâtiment les patrons n'envisagent pas de reprise avant deux ans.

Pour rétablir la situation certains patrons pensent à la coopération avec... l'URSS. Le ministre soviétique de la construction mécanique pour l'industrie légère, M. Doïénine, était de passage le 24 avril dans deux entreprises du Haut-Rhin : chez Air Industrie et chez Schlumberger.

Précisément chez Schlumberger, il y a eu des réductions d'horaire, l'annonce que les apprentis formés cette année ne seront pas embauchés dans l'entreprise en juillet. De plus sur 1 900 travailleurs 250 seront licenciés, vient d'annoncer la direction.

Les Ets Capla (chaussures) à Barr et à Benfeld sont en règlement judiciaire. 550 salariés sont

menacés, la liquidation de biens pouvant être prononcée.

L'entreprise Becker de Beinhem (électronique) a fermé ses portes le 1er avril, 15 personnes ont été licenciées.

L'atelier d'Ilkirch-Graffenstaden de l'Association des paralysés de France qui employait déjà 140 personnes, emploie actuellement 65 personnes. Du 1er au 12 mai l'atelier était fermé. Ce genre d'atelier (il y en a 37 en France) est spécialisé dans la sous-traitance : actuellement les usines font souvent elles-mêmes la sous-traitance et ces ateliers sont alors frappés.

Rhône-Poulenc Colmar ferme pendant 15 jours début mai.

La situation se dégrade dans «les services publics». Le 29 avril les agents des impôts ont manifesté dans les rues. Les travailleurs de la Sécurité Sociale en ont fait de même. La participation était importante surtout dans le Haut-Rhin. Le personnel n'est pas assez nombreux et les conditions matérielles sont particulièrement difficiles. L'Etat, en période de crise, donne l'exemple de l'austérité : l'Etat est aux mains de la bourgeoisie et il faut être révisionniste pour croire que les fonctionnaires et surtout les auxiliaires de l'Etat peuvent bénéficier d'un régime de faveur. Le personnel en congé n'est pas remplacé. Ceux qui travaillent en font les frais. Ceux qui en profitent sont les capitalistes.

A la SAP à Wintzenheim, 500 personnes sur les 900 employés ont débrayé une heure le 29 avril pour protester contre l'annonce de licenciement de 95 d'entre eux. Avant de reprendre leur poste, les employés, à grande majorité féminine, ont défilé dans les ateliers de ceux qui n'avaient pas débrayé.

Correspondant H.R.

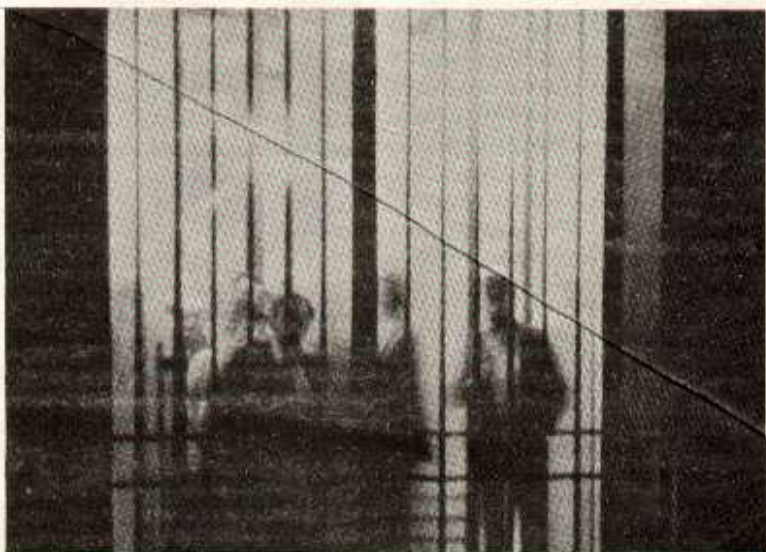
### INTOLÉRABLE INGÉRENCE DU SOCIALFASCISTE YERMIN DANS LES AFFAIRES DU PEUPLE FRANÇAIS CONTRE-MANIFESTATION MARXISTE-LÉNINISTE

Le 13 mai au soir, les dirigeants révisionnistes du P«C»F ont organisé une manifestation à la salle des Fêtes du 7e arrondissement de Paris avec la participation du russe Lev Yermine, membre du Comité central du parti socialfasciste de Russie.

Une puissante contre-manifestation organisée par les communistes marxistes-léninistes de France a connu un plein succès, que nous relaterons dans notre édition de demain. Ci-dessous des photographies de cette action réussie.



Les marxistes-léninistes dénoncent l'ingérence du social-impérialisme russe dans les affaires intérieures de la France...



... les révisionnistes se terrent dans leur meeting, après avoir fermé à triple tour la porte d'entrée.